

Convention collective
IDCC : 9613. – **BRANCHES SPÉCIALISÉES DE L'HORTICULTURE
ET DES PÉPINIÈRES**
(Orne)
(24 septembre 1969)
(Etendue par arrêté du 6 octobre 1972,
Journal officiel du 3 novembre 1972)

AVENANT N° 59 DU 17 JUILLET 2012

NOR : AGRS1297181M
IDCC : 9613

PRÉAMBULE

Dans le cadre du suivi des comptes de résultats du régime conventionnel assuré par Agri-Prévoyance, il a été constaté un déséquilibre technique.

Conscients du fait que ces résultats sont de nature à affecter durablement la pérennité du régime, les partenaires sociaux se sont accordés afin de prendre les mesures nécessaires de retour à l'équilibre du régime de prévoyance.

Article 1^{er}

Dans la convention du 24 septembre 1969, le chapitre A de l'article 14 *bis* intitulé « A. – Contenu des prestations » est annulé et remplacé, pour son paragraphe *d* par :

« *d*) Les mêmes salariés bénéficient, en cas d'invalidité de catégorie 1, 2 ou 3 reconnue par le régime de base de sécurité sociale ou en cas d'attribution d'une rente accident du travail pour une incapacité permanente professionnelle (IPP) au moins égale aux deux tiers, du versement d'une pension d'invalidité complémentaire Agri-Prévoyance venant compléter les prestations versées par le régime de base.

En cas d'invalidité de catégorie 1, son montant est égal à 15 % du salaire brut du salarié.

En cas d'invalidité de catégorie 2 ou 3, son montant est égal à 20 % du salaire brut du salarié.

Le salaire brut pris en compte correspond à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de mise en invalidité. »

La pension est versée jusqu'au passage à la retraite du pensionné.

Les prestations complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les prestations légales.

Article 2

Hausse des cotisations

La loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a introduit des dispositions visant à relever, de manière progressive, l'âge de départ à la retraite.

Afin de prendre en compte les impacts de cette mesure sur le régime de prévoyance, les dispositions du chapitre B de l'article 14 *bis* intitulé « B. – Financement des prestations », de la convention du 24 septembre 1969 sont annulées en partie (les cinq premiers paragraphes) et remplacées par :

« Afin de prendre en compte les effets de la loi portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire de travail et/ou incapacité permanente de travail, il est instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,40 %, qui s'ajoute au taux de cotisation du régime.

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire sera répartie entre l'employeur et le salarié, soit 0,16 % à la charge du salarié et 0,24 % à la charge de l'employeur.

Cette cotisation sera prélevée pendant une durée de 12 mois.

A l'issue de cette période, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera d'être appelée.

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations qui correspondent aux garanties couvrant l'indemnité journalière pour l'incapacité temporaire de travail et la rente liée à l'invalidité est réparti, à la charge des employeurs et à la charge des salariés, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Les taux de cotisations afférents aux garanties prévoyance sont :

(En pourcentage.)

GARANTIES	TAUX de cotisation	PART employeur	PART salarié
Incapacité temporaire de travail	0,82	0,43	0,39
Assurance des charges sociales patronales	0,15	0,15	–
Garantie invalidité	0,32	0,24	0,08
Réforme des retraites (cotisation exceptionnelle pour 1 an)	0,40	0,24	0,16
Total	1,69	1,06	0,63

Article 3

Date d'effet et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui prendra effet le 1^{er} janvier 2013 si son arrêté d'extension est publié avant cette date. Dans le cas contraire, il entrera en vigueur à compter du premier jour du trimestre civil suivant l'arrêté d'extension.

Il n'est pas autrement dérogé aux autres articles et conditions de la convention.

Fait à Alençon, le 17 juillet 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Syndicat des horticulteurs et pépiniéristes de l'Orne.

Syndicats de salariés :

Syndicat général agroalimentaire CFDT de l'Orne ;

UD CFTC de l'Orne ;

UD des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC de l'Orne.